

République Démocratique du Congo

1 - 30 avril 2019

Des affrontements à Ibu Ibu, à 25km de la frontière sud-soudanaise en Province de l'Ituri, ont poussé un nombre non-confirmé de réfugiés sud-soudanais à se relocaliser plus loin de la frontière. Certains sont retournés au Soudan du Sud, mais sont ensuite revenus en RDC à la recherche de protection internationale.

Un afflux de réfugiés centrafricains a lieu depuis le 4 avril à Mogoro, à 45km de Gbadolite, en Province du Nord-Ubangi. Le HCR et son partenaire la CNR ont préenregistré 3.829 personnes (1.096 ménages).

Alors que le paludisme reste la cause principale de mortalité parmi les réfugiés burundais, le HCR a distribué 20.689 moustiquaires au camp de Lusenda en avril, qui abrite 29.600 réfugiés burundais.

Réfugiés

Réfugiés burundais

Total en RDC

45.097

Au 30 avril 2019

- Du 22 au 27 avril, le HCR et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) ont entrepris la vérification physique et l'enregistrement biométrique de 1.090 réfugiés vivant hors camp en Territoire d'Uvira, Province du Sud-Kivu. Chaque réfugié âgé de 12 ans et plus a reçu une carte d'identité individuelle. La remise de papiers d'identité est vitale pour assurer les droits des réfugiés, notamment leur liberté de mouvement, et pour répondre au risque d'apatridie.
- Alors que le paludisme reste la cause principale de mortalité parmi les réfugiés burundais, le HCR a distribué 20.689 moustiquaires au camp de Lusenda, qui abritait 29.600 réfugiés burundais au 30 avril. 20 personnes à besoins spécifiques au camp de Lusenda et au site de Mulongwe ont également reçu des articles ménagers essentiels (AME).
- AIDES, partenaire du HCR, a distribué 152 kits hygiéniques à des femmes et filles qui attendaient leur transfert vers le site de Mulongwe, dans les Centres de Transit de Kavimvira, Sange et Monge Monge.
- Le HCR a organisé deux tournois sportifs (de football et basketball) au camp de Lusenda, dans le cadre d'un projet financé par le Comité Olympique International ayant pour but de protéger les jeunes réfugiés et promouvoir la coexistence pacifique à travers le sport. Ces activités ont rassemblé 921 jeunes réfugiés et congolais, avec une focalisation particulière sur les personnes handicapées.
- 438 bandes dessinées ont été distribuées par ActionAid, partenaire du HCR, dans deux écoles du site de Mulongwe et six écoles du camp de Lusenda. Ces bandes dessinées, intitulées « Mbote Kinshasa » (« Bonjour Kinshasa » en lingala) vont bénéficier à plus de 9.000 élèves, dont 7.981 réfugiés burundais - le reste étant des élèves congolais.
- Dans le site de Mulongwe, 60 kits de construction d'abris ont été distribués à des ménages nouvellement arrivés. Le site compte presque 6.800 réfugiés. L'approche du HCR, consistant à permettre aux réfugiés de construire leurs propres abris, les habilite à créer leurs propres solutions de logement. Dans le camp de Lusenda, 415 abris, endommagés par de fortes pluies ces derniers mois, ont été réhabilités.

- **War Child, partenaire du HCR, a organisé un atelier de renforcement de capacités sur le thème des principes basiques de protection**, notamment l'identification et le référencement des violations des droits humains. Les 35 participant.e.s (dont 26 femmes) étaient des membres des communautés locales hors camp, ainsi que des représentant.e.s de comités communautaires de protection de l'enfance.
- **Avec la MONUSCO et OCHA, le HCR a formé 68 membres des forces armées congolaises et 66 officiers de police**, sur les principes de protection internationale liés aux réfugiés et aux personnes déplacées internes (PDI).

Réfugiés centrafricains

Total en RDC

172.725

Au 30 avril 2019

- **Un afflux de réfugiés centrafricains a lieu depuis le 4 avril à Mogoro, à 45km de Gbadolite, en Province du Nord-Ubangi.** Le HCR et son partenaire la CNR ont préenregistré 3.829 personnes (1.096 ménages). Cependant, il restait à établir combien d'entre eux avaient fui les violences récentes à Basse Kotto, en République Centrafricaine. 1.467 ménages avaient également déjà été enregistrés biométriquement en RDC en 2017. Ils étaient probablement retournés en République Centrafricaine, pour ensuite fuir de nouveau vers la RDC.
- **Le HCR et la CNR ont distribué des attestations de statut de réfugié à 877 des ménages centrafricains faisant partie du nouvel afflux**, mais qui détenaient déjà le statut de réfugié en RDC depuis 2017.
- **En Province du Bas-Uele, le HCR faisait toujours face à des difficultés pour assurer l'accès aux soins de santé et à l'enregistrement biométrique** pour les réfugiés vivant dans des villages reculés du Territoire d'Ango. Les principales causes étaient le mauvais état des routes et l'insécurité. Par conséquent, les réfugiés avaient recours à la guérison traditionnelle ou à la revente de l'assistance alimentaire reçue, afin de pouvoir payer pour des médicaments. Le manque d'enregistrement biométrique pose également des risques de protection pour les réfugiés vivant dans des endroits reculés.
- **Le HCR et son partenaire ADSSE ont distribué des vêtements donnés par UNIQLO, à 1.532 ménages réfugiés et locaux** sur les 2.450 ciblés dans des villages abritant des réfugiés en Province du Nord-Ubangi. Le HCR et ADSSE ont aussi distribué des articles ménagers essentiels (AME) à 401 ménages sur les 1.551 ciblés. Les distributions ont été mises en suspens suite à l'afflux de Mogoro.
- **En Province du Bas-Uele, Terre Sans Frontières (TSF), partenaire du HCR, a formé 30 groupes des 450 personnes qui pourront maintenant lancer leurs activités génératrices de revenus** dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'agriculture. Cela inclut 301 réfugiés et 149 locaux, vivant tous hors camp. Parmi eux, 16 groupes de 240 fermiers (dont 80 locaux) ont reçu des semences et outils agricoles et étaient en train de défricher des champs pour usage agricole.
- **Dans le camp de Boyabu, en Province du Sud-Ubangi, huit groupes de fermiers (composés de 80 ménages) ont reçu 1.120kg d'arachides** de la part d'AIDES, partenaire du HCR. Dans deux localités hors camp autour de Boyabu, AIDES a également distribué 175 machettes à sept groupes de fermiers (composés de 200 ménages). Ces distributions aident les réfugiés dans leurs activités agricoles génératrices de revenus.



Afflux de réfugiés centrafricains à Mogoro, à 45km de Gbadolite, Province du Nord-Ubangi.
 © UNHCR/Ghislaine Nentobo

Réfugiés rwandais

Total en RDC (chiffre basé sur un pré-enregistrement conduit par le gouvernement de la RDC)	Rapatriés ce mois-ci (chiffre en attente de vérification)	Rapatriés en 2019 (chiffre en attente de vérification)
216.629	62	478

Au 30 avril 2019

- **Le HCR et la CNR se sont mis d'accord pour donner une plus grande importance à la sensibilisation au rapatriement volontaire en Province du Sud-Kivu**, depuis laquelle aucun rapatriement n'a eu lieu en avril. Cela, à travers des diffusions radio, des brochures, et des visites d'éclairage au Rwanda, dans les localités abritant le plus de réfugiés rwandais au Sud-Kivu ; les Territoires de Kalehe et Mwenga.

Réfugiés sud-soudanais

Total en RDC
100.005

Au 30 avril 2019

- **Depuis fin avril, la situation sécuritaire a été préoccupante à la frontière sud-soudanaise.** Le 25 avril, une incursion armée depuis le Soudan du Sud en Territoire de Faradje (Province du Haut-Uele) a donné lieu à un affrontement avec l'armée congolaise (les FARDC). Cela a poussé un nombre non-confirmé de réfugiés à se relocaliser plus loin de la frontière, par peur de répercussions. Les autorités locales ont encouragé ces mouvements. Certains réfugiés sont retournés au Soudan du Sud suite à l'incident, dont certains sont ensuite revenus en RDC, à la recherche de protection internationale compte tenu de la situation encore volatile au Soudan du Sud. Le HCR les aide à atteindre un lieu sûr au site de Biringi.

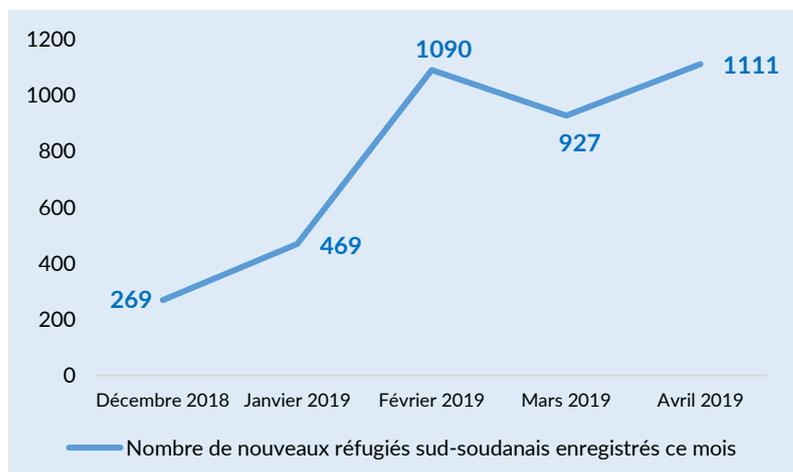


Le HCR enregistre biométriquement un jeune réfugié sud-soudanais récemment arrivé au site de Biringi. © UNHCR/Carlinda Lopes

- **Du 1^{er} au 30 avril, le HCR a enregistré biométriquement 1.432 réfugiés sud-soudanais dans les sites de Meri, Biringi et Kaka, et dans la ville de Dungu.** L'enregistrement aide à assurer la protection des réfugiés. A ce jour, 46,090 réfugiés sud-soudanais sont enregistrés biométriquement dans ces quatre localités.

- **Le HCR et ses partenaires ADES, ADSSE et CNR ont recueilli des informations sur 30 cas de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) ayant eu lieu dans le site de Biringi de février à avril 2019.** Dix étaient des agressions physiques, neuf dénis de ressources, cinq viols, quatre cas de violence psychologique, et deux agressions sexuelles. Les survivant.e.s étaient âgé.e.s de 5 à 59 ans.

- **Le HCR et ses partenaires AIRD, ADSSE et CNR ont distribué des vêtements donnés par UNIQLO, à 35.663 personnes dans les sites de**



Biringi et Meri – cela représente 82% des réfugiés sud-soudanais vivant dans des sites en RDC. A Meri, les 29.625 réfugiés ciblés ont également reçu des kits d'articles ménagers (savon et jerrycans).

- Le HCR et ces mêmes partenaires **ont distribué des sous-vêtements féminins donnés par Puma, à 1.943 ménages dans le site de Biringi, et 8.576 femmes dans le site de Meri. 981 femmes à Biringi ont aussi reçu des kits de dignité** contenant un seau, trois paires de sous-vêtements et un paquet de serviettes hygiéniques. Les kits de dignité représentent un besoin continu pour les réfugiées sud-soudanaises, qui signalent des quantités trop faibles et des distributions trop rares, ce qui les pousse souvent à partager leurs kits entre elles.
- **ADES, partenaire du HCR, a remis un panneau solaire et un réfrigérateur au Centre de Santé de Nyalanya**, fréquenté par les 35.000 réfugiés résidant dans le site de Meri, en plus de la population locale.

Retournés congolais

- **Le 17 avril, le HCR et ses partenaires ont repris le profilage des personnes retournées et expulsées d'Angola, après une pause en décembre.** Cet exercice utilise des outils digitaux pour recueillir des données telles que les empreintes digitales et des scans d'iris, qui permettent de confirmer ou infirmer le statut de réfugié des personnes revenant d'Angola. Du 17 au 30 avril, le HCR et ses partenaires ont profilé 10.767 personnes (4.079 ménages), amenant le total des personnes profilées depuis décembre 2018 à 16.088 (6.429 ménages). De ce total, 1.608 personnes détenaient le statut biométriquement vérifié de réfugié en Angola, et 2.867 étaient extrêmement vulnérables. Les résultats de ce profilage aident les acteurs humanitaires à guider leur réponse en termes de protection et de transport vers les destinations finales.



Profilage des personnes revenant et s'étant fait expulser d'Angola, au point de passage de Kamako, Province du Kasai.
© UNHCR

- **Le HCR et des partenaires ont rapporté que les expulsions et les retours d'Angola continuent** au point de passage de Kamako, en Province du Kasai, et qu'il y a toujours des besoins importants en termes de protection, de nourriture, de santé et de transport.
- Suite à une mission d'évaluation inter-agence ayant eu lieu du 9 au 14 avril, **les acteurs humanitaires ont observé que 18.000 personnes (3.720 ménages) expulsées ou retournées d'Angola se sont installées ou sont en transit dans la Province du Lomami.** Elles sont arrivées dans les Zones de Santé de Wikong et Kalanda, et dans la ville de Mwene Ditu, entre octobre 2018 et avril 2019.
- En Province de l'Ituri, INTERSOS, partenaire du HCR, a rapporté le **retour spontané de réfugiés congolais depuis les camps de Tchaka I et II en Ouganda.** Le bureau du HCR en Ouganda rapporte cependant que des mouvements depuis la RDC vers l'Ouganda continuent en parallèle.

Apatridie

- **La Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), partenaire du HCR, a enregistré la naissance de 95 enfants** dont la naissance n'avait pas été enregistrée dans les délais. La CNR a aussi distribué 36 certificats de naissance à des enfants dont la naissance avait été enregistrée dans les délais, dans cinq sites de déplacement interne dans les territoires de Kalemie et Manono, et dans les chefferies de Tumbwe et Manono-Centre.
- En Territoire de Manono, **deux sessions de sensibilisation ont été organisées par la CNR à propos de l'enregistrement des naissances**, avec la participation de 193 personnes déplacées internes (PDIs). Ces sessions ont eu lieu suite à une baisse des enregistrements de naissances à l'état civil.

Personnes déplacées internes (PDI)

En août 2018, le HCR a déclaré une **urgence interne de niveau L2 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri**. Cela permet au HCR d'utiliser des procédures d'urgence face à la situation de déplacement et de retours en Province de l'Ituri, ainsi qu'à la situation de déplacement continu en Province du Nord-Kivu.

Province de l'Ituri

- En avril, **INTEROS, partenaire du HCR, a noté que 5.385 personnes (1.075 ménages) avaient été nouvellement déplacées dans les localités de Kpandroma et Bouba, dans le secteur de Walendu en Territoire de Djugu**. Cependant dans le secteur de Bahema, le retour dans leurs villages de 3.980 personnes (801 ménages) qui avaient fui vers Bunia, Iga Barriere et Lopa a été observé. A cause de l'insécurité persistante dans différentes parties du Territoire, et des opérations militaires continues dans le secteur de Walendu, il est attendu que les déplacements cycliques continuent.
- **Le HCR et ses partenaires ont recueilli les intentions durables des PDI vivant dans dix sites spontanés en Province de l'Ituri, dont à Bunia**. Des 17.893 personnes sondées (4.672 ménages), 79% souhaitaient retourner dans leurs zones d'origine. Parmi les réponses données par les PDIs, 59% ont dit vouloir retourner dans les 30 jours si la sécurité le permettait, 17% ne savaient pas où se loger à leur retour, et 73% ont dit avoir besoin d'un nouvel abri. Cet exercice a aussi permis d'observer que 85% des enfants ne possédaient pas de certificat de naissance, les exposant au risque d'apatridie.
- **INTEROS, partenaire du HCR, a documenté 498 incidents de protection dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu**. Ceux-ci incluent 100 atteintes à l'intégrité physique, 94 cas de violence sexuelle, 234 violations du droit à la propriété et 70 violations de la liberté de mouvement. 20 survivant.e.s de viol ont reçu des soins médicaux dans les 72 heures, mais 37 n'ont pas pu recevoir de soins à cause d'un manque de kits PEP dans les centres de santé avoisinants. Après un plaidoyer d'INTEROS, les ONG internationales MEDAIR et COOPI ont fourni des kits PEP à plusieurs centres de santé dans les localités de Tchomia et Ramogi.

Province du Nord-Kivu

- **Aux alentours de Kamango en Territoire de Beni, OCHA estime que 52.000 personnes sont devenues déplacées internes suite à des attaques soutenues**, et le HCR en Ouganda reporte des mouvements de population depuis la RDC. Les humanitaires présents sur place décrivent la situation comme une crise sérieuse.
- En Territoire de Lubero, **environ 50.000 personnes ont été déplacées dans la Zone de Santé de Kayna d'après OCHA**, tandis qu'en Territoire de Masisi, plusieurs groupes armés ont continué les exactions contre les civils.
- Du 2 au 6 avril, **INTEROS, partenaire du HCR, a confirmé la présence de presque 11.500 nouveaux PDI dans trois localités du Territoire de Masisi, en Province du Nord-Kivu**, et a évalué l'environnement de protection. INTEROS a noté que 60 PDI avaient été tués, 13 blessés et 20 enlevés lors d'affrontements entre groupes armés pendant les trois premiers mois de 2019. 133 autres ont été victimes d'extorsions. INTEROS a noté 15 cas de viol, en grande partie commis par des groupes armés, dans deux centres de santé en mars, mais beaucoup d'autres cas n'ont probablement pas été rapportés. Neuf maisons closes ont été notées, employant des filles PDI âgées de 14 à 17 ans qui avaient recours au sexe de survie. En termes de protection de l'enfance, INTEROS a noté huit recrutements d'enfants par des groupes armés, deux enfants tués lors d'affrontements, et neuf enfants non-accompagnés. **Il y avait des besoins en abris**, car une majorité des PDI vivait en famille d'accueil malgré l'espace insuffisant, en poussant certains à dormir dans des églises. Le centre de santé de l'une des localités (Kirumbu) n'était capable de traiter que les cas bénins par manque d'équipement médical, et n'avait pas de kits PEP disponibles pour les survivant.e.s de viol. Il y avait une école accueillant 236 enfants PDI dans la ville de Mweso, mais **les parents n'étaient pas capables de payer les frais scolaires, augmentant le risque d'abandon scolaire**. En termes de moyens de subsistance, les PDI travaillaient principalement comme journaliers dans les champs des habitants locaux, mais n'avaient pas accès à de la terre à cultiver. **Le HCR a mis en place un plan de réponse qui se focalise sur le monitoring de protection, la protection communautaire, l'abri, les moyens de subsistance, la santé, et l'eau, assainissement et hygiène**.
- Les résultats d'une collection d'intentions durables de PDI ont été rendus disponibles suite à un sondage réalisé en mars dans 12 sites de PDI coordonnés par le HCR dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale. Parmi les 9.811 ménages sondés, **45% souhaitaient s'installer dans leur zone de déplacement mais en dehors d'un**

site, 22% souhaitent retourner chez eux, et 16% souhaitent être relocalisés vers un autre site. Cet exercice a également observé que 11.034 enfants étaient non-scolarisés.

Province du Sud-Kivu

- **1.877 ménages originaires des plaines de Ziralo ont fui leurs villages des secteurs de Mubugu et Mbinga Sud (Territoire de Kalehe)** suite à des affrontements armés, d'après une mission conjointe du HCR et de son partenaire INTERSOS à Katasomwa (Territoire de Kalehe). Les groupes armés occupaient les écoles et utilisaient les bancs scolaires comme combustible.
- **Des affrontements ont donné lieu au déplacement de plus de 2.600 personnes dans les territoires de Kabambare (Province du Manemia) et Fizi (Province du Sud-Kivu).** Une mission d'évaluation conjointe entre le HCR et ses partenaires INTERSOS et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) est prévue dans les zones affectées afin d'évaluer les besoins humanitaires et de protection des PDI.
- **Le HCR et ses partenaires INTERSOS et CNR ont conduit deux évaluations des besoins en protection** ; sur l'axe Kigulube en Territoire de Shabunda, et sur l'axe Karhala-Birhala en Territoire de Mwenga. A Kigulube, les dirigeants locaux ont souligné un besoin que le gouvernement congolais améliore le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des membres de groupes armés qui se rendent volontairement. Sur l'axe Karhala-Birhala, la mission a souligné le besoin de solutions durables par l'intégration des PDI dans la zone.

Région du Kasai

- Les 3 et 4 avril à Kananga, Province du Kasai, **le HCR a formé des dirigeants communautaires et religieux sur leur rôle dans un plan de protection à base communautaire, ainsi que dans la lutte contre l'exploitation et l'abus sexuel, et le mandat du HCR.** Un total de 51 personnes ont participé aux deux sessions.

Provinces du Tanganyika / Haut-Katanga

- **En avril, 58 cas de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) ont été identifiés par AIDES, partenaire du HCR, dans les territoires de Kalemie, Manono, Moba, Nyunzu et Pweto,** avec des victimes âgées de 4 à 69 ans. Une majorité des cas (31) a été commise par des membres de groupes armés. 55 des survivant.e.s ont été référé.e.s vers des structures de soutien adéquates. Cependant, aucune activité de réinsertion socio-économique n'était pour l'instant disponible, et le HCR manquait de fonds pour couvrir le transport et les frais d'hospitalisation des survivant.e.s.
- En termes de réponse, **64 survivant.e.s de violences sexuelles étaient en train de recevoir des soins psychologiques** de la part d'AIDES, partenaire du HCR, dont 37 nouveaux cas enregistrés en avril. Cependant, les soins psychologiques systématiques ne sont disponibles qu'en Territoire de Kalemie. **22 survivant.e.s ont été référé.e.s vers une clinique judiciaire** pour recevoir conseils et assistance, et 100% ont accepté de porter plainte.
- **Parmi les 600 abris prévus par un projet d'assistance monétaire pour l'abri dans plusieurs villages de retour en Territoire de Kalemie, 202 ont été finalisés.** 351 sont en construction et 47 n'ont pas encore été commencés. Il y a un risque que les constructions continuent au-delà de la durée du projet. Ceux qui ont complété leurs abris vont recevoir de l'assistance monétaire en mai, après vérifications par le HCR et son partenaire AIRD.
- **En avril, AIDES, partenaire du HCR, a conduit 20 sessions de sensibilisation sur la coexistence pacifique et la résolution des conflits** avec la participation de 2.123 personnes (956 hommes et 1.167 femmes). Il s'agissait de PDI en sites et de retournés dans les territoires de Kalemie, Manono, Moba, Nyunzu et Pweto. Les lieux ont été sélectionnés d'après le niveau de risque en termes de coexistence pacifique. Des spots radio ont également été diffusés sous la forme de feuillets sur la coexistence pacifique dans les territoires de Kalemie, Manono et Moba. AIDES a renforcé la capacité en termes de résolution des conflits et de protection contre les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG), de 61 membres de 3 comités locaux de la paix en Territoire de Kalemie.

Clusters et Groupes de Travail

Cluster Protection

- **Le 19 avril, le Cluster Protection a publié sa stratégie nationale pour la RDC.** Celle-ci s'aligne avec la [stratégie de protection](#) de l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) adoptée en avril 2018, qui se focalise sur trois priorités : (1) Les populations sont protégées par des actions de prévention ou de réduction de la violence, et d'atténuation des risques de protection, (2) les populations affectées par les violences, particulièrement les plus vulnérables, ont accès à une assistance multisectorielle adaptée et appropriée et (3) l'environnement protecteur est renforcé afin de mieux garantir leurs droits et réduire leur exposition aux crises et conflits. La stratégie renforce également le Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 de la RDC, dont deux objectifs majeurs sont directement liés à la protection.
- **Le Sous-Cluster Lutte Anti-Mines a rapporté la présence de quatre restes explosifs de guerre à Kalemie, capitale de la Province du Tanganyika,** dans la première semaine d'avril. Ces restes ont été retirés par les autorités militaires, et saisis par l'Agence Nationale de Renseignements (ANR). La raison de leur présence restait à confirmer.

Groupe de Travail Abris

- Le Groupe de Travail Abris, mené par le HCR, a partagé une [série d'outils](#) pour la mise en œuvre de projets d'assistance monétaire en abri en RDC, ainsi que deux sets de standards techniques respectifs pour les [bâches](#) et les [abris d'urgence](#) en RDC. Les standards d'abris d'urgence ont été développés au sud-est de la RDC (provinces du Tanganyika, Haut-Katanga et Haut-Lomami), mais peuvent être utilisés comme référence pour le reste de la RDC.

Groupe de Travail Assistance Monétaire

- Le Groupe de Travail Assistance Monétaire et ses partenaires ont compilé des [fiches de documentation](#) sur 19 projets récents qui utilisent les transferts monétaires comme modalité en RDC. Ces fiches ont pour but de partager les expériences et leçons apprises entre partenaires humanitaires qui mettent en œuvre une assistance monétaire en RDC. La documentation et le partage des expériences figurent parmi les priorités du Plan d'Action 2018-2019 du Groupe de Travail Assistance Monétaire.

Relations externes / Donateurs

Au 21 mai 2019

Donateurs pour les opérations du HCR en RDC en RDC

Etats-Unis d'Amérique (7 M) | CERF (3.7 M) | Japon (2.5 M) | Suède (2.2 M) | Canada (0.76 M) | Fondation des Nations Unies (0.43 M) | Comité Olympique International (0.27 M) | ONUSIDA (0.03 M) | Donateurs privés (0.07 M)

Donateurs pour les contributions régionales et subrégionales en 2019

Allemagne (13.1 M) | Etats-Unis d'Amérique (10 M) | Suède (4.6 M) | Donateurs privés Australie (2.5 M)

Principaux donateurs pour les contributions non-affectées en 2019

Suède (90.4 M) | Norvège (44.5 M) | Pays-Bas (37.5 M) | Royaume-Uni (31.7 M) | Allemagne (26.7 M) | Donateurs privés Espagne (26.3 M) | Danemark (24.4 M) | Suisse (15.1 M) | Donateurs privés République de Corée (13.8 M)

Contacts

Andreas Kirchof, Administrateur Principal des Relations Extérieures, Représentation Régionale du HCR à Kinshasa, kirchof@unhcr.org, Tel: +243 996 041 000, +243 817 009 484

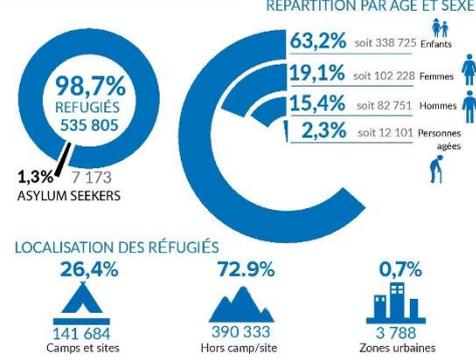
Alexandra Stenbock-Fermor, Administratrice Associée aux Relations Extérieures, Représentation Régionale du HCR à Kinshasa, stenbock@unhcr.org, Tel: +243 996 041 000, +243 822 253 121

[DR Congo Emergency page](#) | [UNHCR DRC operation page](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#)

542 978

NOMBRE TOTAL DE RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE

STATISTIQUES CLÉS



POPULATION DE RÉFUGIÉS PAR PAYS D'ORIGINE

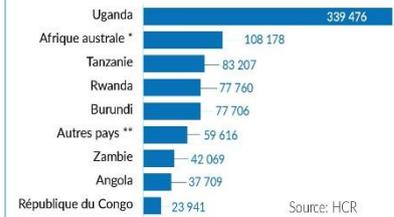


* Autres incluent la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, la Syrie, le Libéria, le Tchad, la Sierra Leone, etc.

RÉFUGIÉS DE LA RDC EN AFRIQUE

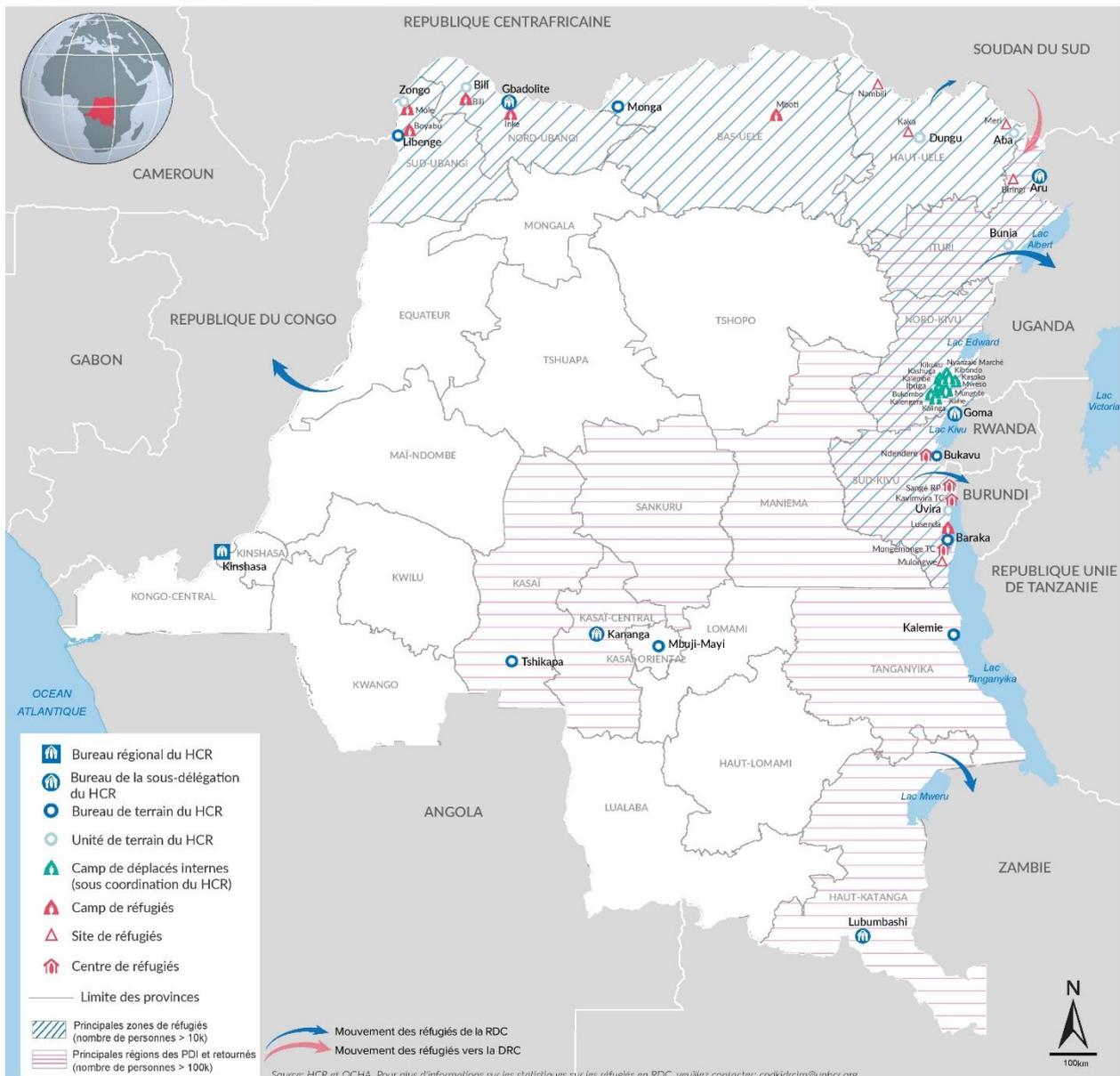
849 662

NOMBRE TOTAL DE RÉFUGIÉS DE LA RDC



Source: HCR

*L'Afrique australe comprend la Namibie, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Zimbabwe, le Mozambique, Madagascar, l'Afrique du Sud et le Royaume d'Eswatini.
**Les autres pays comprennent le Soudan du Sud, le Kenya, la République centrafricaine et le Tchad.



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part des Nations Unies.

Date d'impression: 30 Avril 2019

Auteur: HCR - Kinshasa